

THOMAS RICKS : FIASCO

### CHAPITRE III

## Où est le plan ?

### *Mauvais pressentiments au sein de l'armée*

En observant cette montée vers la guerre, les militaires s'inquiétaient, à commencer par Norman Schwarzkopf. Quoique dans l'ombre, les généraux en retraite jouaient un rôle important dans les milieux militaires américains et, surtout, au sein de l'armée. À la fois chœur grec et sorte de comité directeur fantôme, ils étaient généralement bien informés des opérations courantes, car on faisait encore appel à certains d'entre eux à titre de conseil pour des jeux de guerre ou des séminaires, pour observer et commenter le travail de leurs successeurs. D'autres rencontraient, au sein d'associations amicales, d'anciens subordonnés occupant désormais des postes clés.

Parmi ces retraités, les généraux quatre étoiles jouaient un rôle dominant et, dans ce groupe réduit, les officiers supérieurs ayant commandé des opérations de combat exerçaient une influence particulière. En raison de ses luttes avec Rumsfeld et Wolfowitz, Colin Powell était condamné à garder le silence sur les problèmes militaires. Pour finir, la personnalité la plus influente à ce niveau était probablement Schwarzkopf, proche de la famille Bush. Il avait chassé avec le père, fait campagne pour le fils et,

à la convention GOP de 2000 à Philadelphie, il était intervenu au sujet des questions militaires. Il avait également fait campagne en Floride avec Cheney, ancien secrétaire à la Défense pendant la guerre de 1991.

Pendant les mois qui précéderent l'invasion de l'Irak, Schwarzkopf se montra préoccupé. Au cours d'une longue interview accordée en janvier 2003, il reconnut ne pas être encore convaincu que ses vieux camarades d'il y a douze ans — Cheney, Powell et Wolfowitz — avaient raison de préparer une nouvelle guerre. Il estimait que le mieux était encore de laisser l'ONU poursuivre ses tournées d'inspection. Il s'inquiétait aussi du plan de guerre américain qu'il jugeait d'un optimisme excessif, tout particulièrement en ce qui concernait le coût en hommes et en dollars d'une occupation de l'Irak. Assis dans son bureau de Tampa avec vue plongeante sur un horizon d'hôtels, de grandes banques et d'immeubles de bureaux en verre, il confia : « L'idée que Saddam Hussein pourrait employer la force nucléaire est terrifiante, d'accord. Je ne sais pas de quels renseignements dispose le gouvernement. Cependant, avant de me lever et de déclarer que nous devons sans aucun doute attaquer l'Irak, j'ai besoin d'en savoir davantage. »

Contrairement à l'administration Bush, et en l'absence de preuves, il préférerait laisser agir les inspecteurs de l'ONU. « Je pense qu'il est très important pour nous d'attendre pour voir ce que les inspecteurs vont nous rapporter, avec l'espoir qu'il s'agira de quelque chose de probant. » Son point de vue sur le Moyen-Orient était nettement moins manichéen que celui qui s'était imposé à Bush et à Cheney après l'attaque du 11 septembre. « La situation là-bas n'est certainement pas une image en noir et blanc. Quelle que soit l'action que nous entreprendrons, elle devra faire l'objet d'une certaine prudence. » Jugeait-il que ses vieux amis s'étaient montrés assez prudents auprès de Bush ? Il refusa d'aborder cette question. « Je ne pense pas pouvoir honnêtement vous répondre », dit-il. Et, comme il s'inquiétait également de ce qu'il entendait dire de Rumsfeld dans l'armée, il confia : « Sincèrement, il m'a semblé noter une pointe de nervosité dans certaines déclarations faites par Rumsfeld. »

Schwarzkopf est un véritable enfant de l'armée dans laquelle il a servi de 1956 à 1991 et certains de ses propos reflètent la brouille grandissante entre ce service et le Département de la Défense. « C'est l'affaire de Rumsfeld... de plus en plus », confia-t-il un jour à de vieux amis au Pentagone. « Quand il fait des commentaires, on remarque qu'il méprise l'armée. Il donne

l'impression, surtout lorsqu'il s'exprime à la télévision, que c'est lui le type qui conduit le train et que les autres n'ont qu'à s'aligner derrière lui. »

Cette attitude dédaigneuse préoccupait Schwarzkopf car, avec beaucoup d'autres militaires, il pensait que Rumsfeld, Wolfowitz, Feith, ainsi que tous leurs subordonnés manquaient de l'expérience et des connaissances leur permettant d'apprécier correctement par eux-mêmes les problèmes militaires. Ils ne tenaient aucun compte de l'avis des généraux pourtant mieux informés. Schwarzkopf avoua préférer la manière d'opérer de Cheney pendant la guerre du Golfe. « Il ne se mettait jamais dans la position du seul décideur lorsqu'il s'agissait de problèmes tactiques, de déplacement de troupes ou de missions. »

Par contre Rumsfeld l'inquiétait. « Ça fout la trouille, avoue-t-il. Regardons les choses en face : nous avons au Pentagone un tas de types qui ont planifié des opérations leur vie entière, OK ? Ignorer une telle sagesse acquise au cours d'années de guerres, et se fier à quelqu'un qui n'a aucune formation de ce genre, c'est préoccupant, non ? »

Schwarzkopf pensait que l'invasion de l'Irak ne serait ni aussi rapide, ni aussi simple que certains le prétendaient. « J'ai comme l'intuition que... vous allez d'abord avoir cette attaque massive avec des armes lourdes et, fondamentalement, c'est bien cela qui arrivera. Après, il restera à nettoyer le champ de bataille. » Comme beaucoup de militaires, Schwarzkopf se préoccupait surtout de la tâche qui incomberait aux soldats américains après la victoire. « À quoi ressemblera l'Irak après la guerre avec ses Kurdes, ses Chiïtes et ses Sunnites ? C'est une question essentielle d'après moi. Elle devrait nécessairement faire partie du plan général de campagne. »

L'administration discuta peut-être de ces problèmes derrière des portes closes, mais le monde extérieur n'en sut rien, en particulier en ce qui concernait le coût en hommes et en argent. « Je veux espérer que nous avons en réserve les ressources nécessaires à une armée d'occupation, avoua Schwarzkopf, parce que vous entrez tout droit dans le chaos. »

### *Le colonel Spain amputé de ses forces*

Deux mois avant qu'elle ne commence réellement, le colonel Teddy Spain eut un mauvais pressentiment au sujet de la guerre d'Irak. A la fin du mois de janvier, le commandant de la police militaire participa à un

important exercice préparatoire baptisé Victory Scrimmage et qui fut organisé en Allemagne à Grafenwoehr, une base américaine d'entraînement située dans des montagnes glaciales près de la frontière tchèque. À un moment donné, après qu'un certain nombre d'hommes eurent été « tués » en théorie, Spain, qui devait commander en Irak une brigade de MP, se tourna vers quelques aumôniers de l'armée et leur ordonna d'organiser un service religieux. Ils crurent d'abord qu'il plaisantait, mais Spain insista : « Non, c'est vraiment sérieux. »

Au cours même de l'exercice, l'effectif des troupes chargées de l'invasion fut réduit. « Au début, la 1<sup>re</sup> division blindée et la 1<sup>re</sup> division blindée de cavalerie (les deux plus importantes unités blindées de l'armée) devaient être engagées. Et puis on les a balancées hors du plan. »

Des années après, il riait encore à ce souvenir. « Ils s'appellent entre eux America's First Team » – la première équipe de l'Amérique », en référence à la devise du 1<sup>er</sup> régiment de cavalerie. Nous, nous leur répondions : « Ouais, dites plutôt : la première équipe à rentrer au pays... »

Les choses devinrent nettement moins amusantes quand les planificateurs informèrent Spain que sa brigade figurait toujours dans le plan, mais avec des effectifs considérablement réduits. « Ils m'ont retiré tous mes atouts », déplore-t-il. Selon ce plan, il n'entrerait pas en Irak à la tête de vingt compagnies mais seulement trois. Spain était un homme du sud, grand gaillard à l'accent traînant, qui ressemblait vaguement au journaliste de télévision Tom Brokaw. Durant les mois et les années à venir, il repenserait souvent à cette décision en songeant combien il aurait été plus à même d'assurer la sécurité à Bagdad au printemps et en été 2003 s'il avait pu disposer de ses troupes.

### *Powell lance son « Curieball »*

La première victime de la guerre d'Irak est peut-être l'un des précédents de Myers, le secrétaire d'État Colin Powell. En février 2003, celui-ci se rendit aux Nations unies pour défendre la nécessité de la guerre. En bon soldat qu'il était, cette démarche représentait le sacrifice ultime du vieux général jetant tout le poids de son nom et de sa crédibilité personnelle dans la campagne menée par l'administration pour se débarrasser des derniers opposants à la guerre.

« Mes chers confrères, chacune de mes déclarations prononcées aujourd'hui se base sur des sources, des sources solides », déclara Powell dès le début de son allocution. Assis derrière lui, Tenet, le directeur de la CIA, semblait presque physiquement appuyer ses paroles. « Il ne s'agit pas là de simples affirmations. Ce que nous vous donnons ce sont des faits et des conclusions reposant sur de solides informations. » Par ces mots, Powell semblait soulever le voile sur des sources de renseignement et des méthodes hautement confidentielles, et partager de précieuses informations provenant, par exemple, de communications militaires irakiennes interceptées. « Nous tenons de première main les descriptions d'usines sur roues ou sur rail fabriquant des armes biologiques. Notre évaluation prudente situe entre cent et cinq cents tonnes le stock actuel d'armes chimiques en Irak. Il [Saddam Hussein] est toujours aussi déterminé à obtenir l'arme nucléaire... Aujourd'hui je désire attirer votre attention sur la possibilité beaucoup plus terrifiante d'un lien entre l'Irak et le réseau terroriste d'Al Qaïda. »

Powell l'ignorait, mais sa courageuse performance n'était en fait qu'un énorme château de cartes. On le sait aujourd'hui, presque tout ce qu'il affirma ce jour-là ne reposait sur aucune base solide, une bonne part de son discours ayant été considérée comme sujette à caution par les services de renseignement – même à l'époque – ou comme erronée. La conclusion officielle bipartite de la commission spéciale du Sénat chargée d'étudier la manipulation des informations avant la guerre est que : « La plupart des renseignements fournis ou confirmés par la CIA et cités par le secrétaire d'État Powell dans son allocution sont exagérés, trompeurs ou inexacts. » Les allégations concernant les armes chimiques se révéleront complètement fausses. Quant aux certitudes énoncées sur l'arme nucléaire, elles se fondaient principalement sur l'idée que les tubes d'aluminium recherchés par l'Irak étaient destinés à des centrifugeuses servant à enrichir l'uranium dans le cadre d'un programme nucléaire. La question clé était la qualité de l'alliage : médiocre, elle convenait pour des fusées militaires, plus solide, elle pouvait être utilisée à des fins nucléaires. « Je trouve tout à fait étrange que ces tubes soient fabriqués avec des tolérances largement supérieures à celles que les États-Unis exigent pour des fusées comparables », déclara Powell. Pourtant, deux jours plus tôt, le service de renseignement du Département d'État avait contredit cette affirmation dans sa révision du projet de discours de Powell. Il avait également critiqué la référence

à la fabrication, précisant dans une note que « le matériel américain le plus comparable est une fusée tactique – la roquette air-sol US Mark-66 (7075-T6), de caractéristiques semblables. » Pire encore, la déclaration au sujet des armes biologiques se basait essentiellement sur les rapports d'un déserteur au nom de code « Curveball » dont le témoignage ne semblait guère crédible. Une seconde source faisait état d'armes biologiques, mais la Defense Intelligence Authority – agence de renseignement militaire – avait formellement reconnu dix mois plus tôt qu'il s'agissait d'une affabulation. Mais personne n'en avait informé Powell.

L'histoire de l'informateur baptisé « Curveball » souligne la médiocrité de cette préparation à la guerre. Entre les mains du renseignement allemand, Curveball n'était pas réellement sous le contrôle des États-Unis et on avait interdit aux Américains de l'interroger avant la guerre. Le *Los Angeles Times* fit savoir qu'il s'agissait du frère d'un des principaux assistants d'Ahmed Chalabi (chef des exilés irakiens et favori du Pentagone), lequel niera cette information sans autre explication. En Irak, les investigateurs apprendront que Curveball ne se trouvait même pas dans le pays aux époques où il prétendait avoir été le témoin d'événements essentiels. En mai 2004, la CIA et la DIA publièrent un rapport confidentiel désavouant toutes les assertions de Curveball, qu'ils distribuèrent dans 101 agences de renseignement.

Certains doutes au sujet de Curveball étaient déjà connus quand Powell partit pour New York. David Kay, qui dirigera par la suite l'Iraqi Survey Group, affirme que, même avant la publication du National Intelligence Estimate à l'automne 2002, les Allemands avaient déjà averti la CIA que Curveball était une source d'information discutable. La veille du jour où Powell prit la parole à l'ONU, un employé du Département de la Défense travaillant à la CIA adressa un e-mail inquiet au chef adjoint du groupe de travail sur l'Irak à la CIA. En relisant un projet du discours que Powell allait prononcer, il s'alarma de constater que celui-ci se référait beaucoup aux déclarations de Curveball. Mais le chef adjoint, considérant que la guerre était inévitable, balaya ces inquiétudes : « Gardons à l'esprit le fait que cette guerre aura lieu de toute façon, indépendamment de ce que Curveball aura dit ou non, et que les autorités ne s'intéressent sans doute

renseignement dans sa réponse citée dans le rapport de la commission des services secrets du Sénat.

Quand des enquêteurs de cette commission lui demandèrent pourquoi il jugeait la guerre inévitable, ce même agent répondit : « Ma source d'information était le *Washington Post* » – fait significatif du rôle joué par les médias qui pavèrent le chemin vers la guerre et influencèrent l'agence du renseignement américain.

Powell croyait à ce qu'il disait. Richard Armitage, venu du bureau central de la CIA à Langley (Virginie) pour l'aider à rédiger son discours, se souvint du soin que prit le secrétaire d'État à le préparer. « Il y a travaillé pendant trois jours et une bonne partie de ses nuits. Puis il m'a appelé pour me dire : « Pouvez-vous venir me voir demain ? J'ai besoin de votre aide. » J'y suis allé et j'y suis resté toute la journée. Il a vérifié chaque point de son discours, absolument chaque point. Puis, levant les yeux, il a regardé tous ceux qui se trouvaient présents dans la salle, mais personne n'a soulevé la moindre critique. « Sommes-nous sûrs de nos informations ? Sommes-nous sûrs de leur source ? Y a-t-il quelque chose qui cloche avec la source ? » Je ne sais vraiment pas ce qu'il aurait pu faire de plus. George Tenet, directeur de la CIA, également présent lors de la préparation du discours, ne cessait d'entrer et de sortir de la salle pour donner ses ordres, demandant à chacune de ses directions de vérifier chaque point de détail. « George sortait et disait « Appelez tel pays... Appelez tel autre pays... », raconte Armitage.

« Ils étaient tous là à hocher la tête : « Tout va bien, tout va bien », se souvient-il. « Qu'allez-vous faire ? Que va-t-il faire ? Je ne sais pas. »

Deux ans plus tard, Armitage formulera ainsi ses conclusions : « L'agence l'a laissé tomber en beauté. Et pourtant il était clair que le discours ne tenait pas la route. »

Dans les milieux du renseignement militaire, le discours provoqua bien des doutes. Un officier supérieur se souvint : « Après l'intervention de Colin Powell à l'ONU, mon patron et moi nous nous sommes regardés en nous disant : « Qu'est-ce qui va se passer ? » La pauvreté de l'information ne faisait aucun doute dans mon esprit. »

Au début de ce discours retransmis à la télévision, un officier d'état-major qui connaissait bien la planification de la guerre en était venu à la conclusion que l'administration Bush, bien décidée à faire la guerre,

preuve, aboutirait au même résultat. « Si nous trouvons des armes, cela signifiera que Saddam triche et nous ferons la guerre. Inversement, si nous n'en trouvons pas, cela signifiera que Saddam triche et qu'il les cache. » Mais cet officier avait une telle confiance en Powell qu'à la suite de son discours il décida de mettre ses doutes de côté. « S'il le croit, je le crois parce que j'accorde beaucoup de crédit à ce qu'il dit, » se souvient-il avoir pensé. « J'ai cru que des gens au-dessus de moi possédaient des informations auxquelles je n'avais pas accès. » En fait, c'était tout le contraire : ceux qui se trouvaient au-dessus de cet officier n'avaient aucune idée des doutes ressentis dans la communauté du renseignement. Comme le prouva dix-sept mois plus tard le rapport de la commission des services secrets du Sénat, de larges pans du discours de Powell se basaient sur le National Intelligence Estimate (NIE) d'octobre 2002, document qui se révéla erroné dans toutes ses conclusions majeures.

Powell avait bien travaillé. Sa prestation eut pour effet de calmer les doutes dans les deux camps notables de sceptiques : les militaires et les pandits de la presse. La méthode de l'administration Bush pour vendre la guerre en Irak consistait à dire : « Faites-nous crédit. » Or, précisément, Powell incarnait l'une des grandes figures nationales qui inspirait le plus confiance, surtout parmi les modérés et les libéraux. Des chroniqueurs libéraux tels que Mary McGroarty et William Raspberry, très sceptiques face aux affirmations de Cheney et de Wolfowitz, se montrèrent plus disposés à écouter quelqu'un comme Powell dont la crédibilité personnelle emporta plus que tout leur adhésion. En réalité, ce dernier n'avait pas révélé grand-chose de nouveau, ce jour-là, à New York. « Presque toutes les informations contenues dans son discours figuraient déjà dans des documents antérieurs du renseignement, en particulier dans le NIE de 2002 sur la poursuite du programme d'armes de destruction massive », note la commission sénatoriale. « Sur plusieurs points, la source des affirmations contenues dans ces documents n'avait pas été vérifiée. Néanmoins il m'a convaincu », écrit Mary McGroarty dans le *Post* aussitôt après le discours. « Powell a pris sa place aux Nations unies, puis il s'est attelé à la tâche. Il a parlé pendant près d'une heure et demie d'une voix forte qui n'a pas fléchi. Il a développé ses arguments sans jouer les histrions, sans recourir aux fleurs de rhétorique. »

Dans la presse de tout le pays, les éditoriaux sont dithyrambiques : « Impressionnant » s'enthousiasme le *San Francisco Chronicle*, « Magistral »,

écrit le *Hartford Courant*, « Irrésistible » s'exalte le *Tampa Tribune*. « Dévastateur », renchérit le *Portland Oregonian*. En somme, on dirait « le shérif Dillon face à un bandit armé à Dodge City » ne craint pas d'affirmer le *Denver Post*.

Les chroniqueurs du *New York Times* furent plus sceptiques. Dans sa rubrique d'informations, le *Washington Post* doutait encore de la guerre, mais son éditorial optait franchement pour l'engagement militaire. Au *Times*, ce fut le contraire : la page d'actualités battait le tambour contre les ADM depuis des mois, particulièrement sous la plume de Judith Miller, mais les articles d'opinion se montraient moins convaincus. Bill Keller, qui n'était pas encore à l'époque rédacteur en chef du *Times*, exprime son trouble en écrivant : « I can't believe I'm a Hawk » (Je n'arrive pas à croire que j'ai rejoint le clan des Faucons). Maureen Dowd se montra nettement plus clairvoyante : « L'affaire était moins convaincante que le présentateur », écrit-elle avec perspicacité. « Et on ne discernait pas clairement pourquoi il se rangeait du côté de la guerre. » Quelques semaines plus tard, elle se montra bien plus critique encore : « Ils ont manipulé et obscurci la vérité. D'abord ils ont poussé la CIA à s'aligner sur ce postulat que Saddam et Al-Qaïda étaient liés. Puis ils ont envoyé Colin Powell au feu avec des preuves bien orchestrées sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak. »

D'autres voix exprimèrent des opinions différentes – on se rend compte maintenant qu'elles s'appuyaient davantage sur les faits – mais elles furent étouffées par la prestation de Powell. En février, Mohamed El Baradei, directeur de l'International Atomic Energy Agency, bureau de surveillance nucléaire, déclara aux Nations unies : « Nous n'avons trouvé jusqu'ici aucune preuve d'activités nucléaires interdites, ou liées au nucléaire, en cours en Irak. » Trois semaines plus tard, il revint préciser, plus catégoriquement encore, que le potentiel d'armement de l'Irak s'était considérablement détérioré depuis l'opération Renard du désert. Il déclara au conseil de sécurité : « Au cours des quatre dernières années, la capacité industrielle a diminué dans la plupart des sites irakiens, essentiellement en raison de l'arrêt de l'aide étrangère, encore très présente à la fin des années quatre-vingt. Mais aussi à cause du départ de nombreux ouvriers spécialisés irakiens au cours des dix dernières années, et du manque d'entretien par l'Irak de ses équipements sophistiqués. » Il fut presque totalement ignoré.

### Shineski rompt les rangs

Préoccupé par l'afflux possible de nombreux combattants islamiques en provenance d'autres régions du Moyen-Orient, Shineski conclut quant à lui qu'il serait nécessaire « de pouvoir compter pour l'après-guerre sur une force plus importante que pour la guerre ». Le chef d'état-major de l'armée prépara soigneusement son intervention à Capitol Hill au cours de laquelle il comprit dévoiler cette idée, s'opposant ainsi publiquement au plan de guerre conçu sous la houlette de Rumsfeld. Une série de jeux de guerre élaborés au cours de l'année précédente avait renforcé son avis que les militaires américains auraient besoin d'une force plus importante que celle prévue par Rumsfeld. Shineski avait servi en Bosnie et il pensa qu'il faudrait à l'armée au moins la même proportion de troupes per capita que les États-Unis en avaient déployées là-bas. L'ancien secrétaire à la Défense William Perry déclara que le Pentagone avait appliqué la formule « un soldat pour cinquante Bosniaiens », ce qui représentait pour l'Irak une force d'environ 300 000 hommes, déduction faite de la région relativement tranquille du Kurdistan. « Shineski savait que la Phase IV serait difficile, mais celui qui la gagnerait transporterait aussi la seconde guerre du Golfe », déclara Johnny Riggs, alors général de corps au quartier général des armées. « Son expérience lui avait enseigné qu'il faut dominer et contrôler l'environnement. Si vous êtes tellement léger et faible que chacun de vos mouvements devient prévisible, alors vous ne traitez que les symptômes. »

Avant de se rendre à Capitol Hill le 25 février 2003, le chef des armées demanda à des spécialistes de l'histoire militaire de rechercher le nombre de soldats chargés du maintien de la paix en Allemagne et au Japon après la seconde guerre mondiale et dans d'autres conflits. En s'appuyant sur les données rassemblées au cours de leur enquête, les chercheurs conclurent qu'il faudrait en Irak une force de maintien de la paix d'environ 260 000 hommes après la guerre. C'est ce chiffre que Shineski avait à l'esprit quand il se rendit à Capitol Hill pour y être épinglé sur la question.

« Général Shineski, pouvez-vous nous donner une idée de l'importance des forces militaires qu'exigera l'occupation de l'Irak après une guerre heureusement conclue? » demanda Carl Levin, sénateur démocrate membre de la commission sénatoriale des forces armées.

« Pour une estimation précise, il me faut d'abord connaître les exigences du chef des opérations de combat », répondit Shineski, respectant docilement le protocole militaire qui exige dans ce cas d'en référer au commandant responsable — en l'occurrence le général Franks.

« Que donneriez-vous comme ordre de grandeur? » reprit Levin.

« Je dirais que ce qui a été mobilisé à ce stade, quelque chose comme plusieurs centaines de milliers de soldats, c'est ce qui sera probablement nécessaire ». Il ajouta que son raisonnement se basait sur le fait que l'Irak était un pays étendu, tiraillé par de multiples tensions ethniques, « ce qui exige une présence significative de forces terrestres pour maintenir un environnement sûr et stable, s'assurer que la population est alimentée, l'eau distribuée, toutes les responsabilités normales qu'impose la gestion d'une situation comme celle-ci ».

Shineski ne le savait pas encore mais cet échange — en fait le seul sur l'Irak au cours d'une séance pour le reste consacrée à de banales questions de structure des forces et de budget — allait devenir le moment public le plus souvent évoqué des quatre années qu'il passa à la tête de l'état-major de l'armée américaine. Ses commentaires ne furent pas accueillis chaleureusement par les contrôleurs civils du Pentagone. White, le secrétaire d'État aux armées, se souvint de Wolfowitz lui disant que Shineski était à côté de la plaque. « Il était mécontent que nous ayons pris une position opposée à la sienne sur le sujet. »

A cette époque, Wolfowitz aurait déclaré aux officiers supérieurs qu'à son sens l'effectif des troupes en Irak pourrait être ramené au bout de quelques mois à 34 000 hommes, rappelle Riggs, alors général d'armée à l'état-major. Un autre général trois étoiles toujours en activité se souvient qu'on lui avait demandé de prévoir une armée d'occupation réduite à 30 000 hommes pour août 2003. Un an plus tard, lors d'une réunion militaire d'information, on confirmera que ce chiffre était en effet l'objectif prévu « pour la fin de l'été 2003 ».

Quand Wolfowitz se retrouva à Capitol Hill deux jours plus tard, il mit fortement à mal l'évaluation de Shineski. « Il y a eu de nombreux commentaires — certains plutôt incongrus — sur ce que pourraient être nos besoins en Irak après la guerre », déclara-t-il à la commission du budget. « Des prévisions très pointues que nous avons entendues récemment estiment à plusieurs centaines de milliers d'hommes les forces nécessaires

pour maintenir la stabilité dans l'Irak d'après Saddam. Elles sont tout à fait excessives ». Pour justifier sa position, il expliqua concevoir difficilement « qu'il faille davantage de forces armées pour maintenir la stabilité dans l'Irak d'après Saddam qu'il n'en avait fallu pour faire la guerre elle-même et pour vaincre les troupes de Saddam – oui, vraiment, il est difficile d'imaginer cela ».

En aparté, et sur un ton plus méprisant, il déclara « qu'on pouvait se référer à l'expérience passée », mais que la Bosnie n'était pas un exemple approprié dans ce cas. « Il n'y a jamais eu en Irak ces luttes raciales qui ont fait couler tant de sang et laissé tant de cicatrices en Bosnie. » Estimant préférable de se référer à l'environnement bien plus tranquille de l'Irak du Nord et de l'Operation Provide Comfort, Wolfowitz précisa qu'il avait rencontré à Detroit une semaine plus tôt des Américains d'origine irakienne. Sur la base de ce que ceux-ci lui avaient raconté à propos de la situation en Irak, il affirma : « Je suis raisonnablement assuré que nous serons accueillis comme des libérateurs, ce qui nous permettra de réduire nos besoins. » Et nous seront nécessaires, du moins peut-on affirmer qu'une estimation de centaines de milliers de soldats est exagérée. »

Dans la foulée de cette prévision si optimiste, Wolfowitz déclara le même jour que les exportations de pétrole paieraient probablement une bonne part de la reconstruction de l'Irak après la guerre. « Ces exportations se montent, je crois, à 15 ou 20 milliards de dollars par an. Elles pourraient trouver un meilleur emploi qu'à financer la construction des palais de Saddam. Il y a pas mal d'argent là-bas », confia-t-il à la commission du budget. Un mois plus tard, devant une autre commission du Congrès, il répéta : « L'Irak a réellement les moyens de financer sa propre reconstruction. » En réponse à un fonctionnaire de l'administration qui avait déclaré au *Washington Post* que la guerre et ses conséquences coûteraient au moins 95 milliards de dollars, Wolfowitz déclara : « Je ne crois pas qu'il ou elle sache de quoi il s'agit » (au milieu de l'année 2006, le coût de la guerre, en incluant les dépenses en Irak de toutes les délégations du gouvernement fédéral, représenterait près du triple de ce montant).

L'armée était moins optimiste. Le général de division en retraite William Nash, qui avait dirigé les forces de maintien de la paix en Bosnie, prévoyait ce même printemps 200 000 hommes pour l'occupation de l'Irak

- soit presque exactement le nombre des troupes en place en 2004-2005 si, aux 150 000 Américains, on ajoute les 30 000 soldats alliés et les 20 000 contractuels venant de sociétés de sécurité privées.

Mais la discussion au sujet des effectifs fut bien plus qu'une querelle technique. Selon Andrew Bacevich, les propos de Shineski attaquaient toute la politique de Wolfowitz au Moyen-Orient. « Étant donné que les effectifs requis n'existaient tout simplement pas, Shineski avançait implicitement que l'armée des États-Unis n'était pas adaptée à l'entreprise prévue », écrit Bacevich dans les colonnes de l'*American Conservative*. « En outre, il suggérait que l'invasion déboucherait sans doute sur autre chose qu'une décision claire et nette. » La « libération » laisserait bien des choses en suspens et des complications inattendues et coûteuses ne manqueraient pas... En fait, Shineski incarnait l'ultime résistance d'un courant militaire que Wolfowitz cherchait à détruire, celui de la tradition. Les tenants de ce bord, estimant l'armée fragile, cherchaient à économiser les capacités militaires et considéraient l'appel aux armes comme un dernier recours. Voilà pourquoi Shineski suggérait que les risques de l'action étaient beaucoup plus grands que les chantres de la guerre ne le laissaient entendre.

### La planification de l'après-guerre trébuchée

Les 21 et 22 février 2003, Garner convoqua des experts de tout le gouvernement américain pour parler de l'après-guerre. Une réunion remarquable car, au dire des participants, ce fut aussi la seule qui rassembla avant la guerre tous les services qui s'y trouvaient engagés. On trouvait 154 noms sur la liste officielle, mais les participants se rappellent avoir été beaucoup plus nombreux. « Ce fut réellement la seule fois où l'on vit siéger une réunion intergouvernementale au niveau opérationnel avec une réelle volonté politique d'étudier en détail les activités prévues par chaque équipe », se souvient le colonel en retraite Hughes, en activité à l'époque. « Il y avait des tas de gens assis dans les embrasures de fenêtres, d'autres debout dans les couloirs. »

Selon la liste, on comptait parmi les participants Bill Luti et Abram Shulsky, du bureau politique de Feith au Pentagone, Elliot Abrams, du Conseil national de sécurité, Eric Edelman ainsi que quelques autres

membres du bureau de Cheney. Et, venant du commandement central le général de brigade Steve Hawkins, responsable de la préparation de la Phase IV pour l'état-major. Étaient également présents des représentants de la CIA et de la DIA, des départements du Trésor et de la Justice, ainsi que des délégués des gouvernements anglais et australien. Avec ses vingt-cinq membres, le groupe représentait les départements d'État était presque aussi fourni que la délégation du Pentagone réunissant des membres de divers bureaux civils et militaires.

Les problèmes étaient clairs. Le groupe avait été réuni « beaucoup trop tard », selon des notes détaillées prises par un fonctionnaire présent à la réunion. Le plan de guerre ne prévoyait pas assez de troupes « pour la première étape consistant à sécuriser les principales zones urbaines, encore moins pour assurer une fonction de police intérimaire ». En l'absence d'effectifs suffisants, « nous risquons de laisser une grande partie du pays s'enfoncer dans le désordre social et un chaos dont l'ampleur pourrait mettre en péril notre stratégie pour un nouvel Irak stable. Et même, dans l'immédiat, exposer dangereusement nos propres troupes pleinement engagées dans la marche en avant ». La réunion conclut que la sécurité « posait de loin le plus grand défi et que c'était aussi ce qui faisait le plus défaut. Si nous ne prenons pas les bonnes dispositions, nous réussirons peut-être à changer le régime, mais notre stratégie nationale risque d'échouer ». Le problème des effectifs militaires suffisants pour répondre au minimum d'exigences fut soumis à Rumsfeld « qui reste encore à convaincre ».

Le rapporteur note encore : « Les interventions humanitaires et de remise en ordre des affaires civiles seront incroyablement coûteuses. » Une conclusion en totale contradiction avec les déclarations publiques de l'administration Bush.

Parmi tous ceux qui prirent la parole pendant les deux jours de cette rencontre, une personne attirait particulièrement l'attention de Garner. Dans son effort pour tenter d'y voir clair, il était à la recherche de quelqu'un ayant coordonné les faits, connaissant tous les intéressés au sein du gouvernement américain, de la communauté des exilés irakiens et des organisations internationales, et qui ait réfléchi aux conséquences de second et de troisième ordre d'éventuelles actions. Alors que tous les autres hésitaient sur les faits, se souvenant un des participants, cet homme avait devant lui une douzaine de classeurs, étiquetés et indexés, sur chaque aspect de la société

irakienne, depuis la production d'électricité jusqu'au fonctionnement du port de Bassorah.

« Il y a plus de choses dans ces classeurs que dans tout le fatras confidentiel que j'ai fini par obtenir de la CIA », dit un expert militaire également présent.

« Ce type savait tout, connaissait tout le monde et n'arrêtait pas de parler », se souvient Garner. Au déjeuner, il le prit à part.

« Qui êtes-vous ? demanda le général.

— Tom Warrick, répondit l'homme.

— Comment se fait-il que vous sachiez tout cela ?

— J'ai bûché là-dessus pendant un an. »

Warrick expliqua qu'il travaillait au Département d'État où il dirigeait un projet baptisé « Futur de l'Irak », une entreprise considérable reposant principalement sur des informations précises fournies par les exilés irakiens.

« Venez me retrouver dès lundi », lui dit Garner.

Warrick s'exécuta.

Mais Garner, un vieux briscard qui ne s'en laissait pourtant pas conter, ignorait qu'il venait de se fourrer au milieu d'une incessante querelle entre le Département d'État et le Département de la Défense. Les points de friction étaient nombreux. Powell et Rumsfeld ne s'entendaient pas et ne semblaient même pas capables de prendre en compte leurs différences. Il existait entre eux de profonds désaccords au sujet de l'Irak, et ces dissensions avaient gagné leurs départements respectifs. Richard Armitage, secrétaire d'État adjoint, en était venu à penser qu'une des raisons pour lesquelles le bureau de Rumsfeld souhaitait envahir l'Irak avec une force relativement faible « était de désavouer la doctrine de Powell », laquelle préférait des opérations décisives avec une force massive.

Les assistants de chaque département se servaient des médias pour tirer à boulets rouges sur leurs adversaires. « Un pays dont les principaux organismes s'entre-déchirent n'est pas en mesure de conduire convenablement une guerre », déclare Dov Zakheim — un des Vulcains de Bush pour la politique de sécurité nationale pendant la campagne présidentielle de 2000 et, plus tard, haut responsable financier au Pentagone. « Les départements d'État et de la Défense étaient en guerre — personne ne vous dira le contraire. Dans les milieux politiques, c'était épidermique des deux côtés.

Aucun n'était disposé à laisser l'autre souffler. Cela débura en 2001, s'agissant de la préparation de l'invasion de l'Irak et s'est maintenu ainsi depuis. » La fracture se produisit au plus haut niveau, puis le mal se diffusa dans les rangs des collaborateurs, le « working level », explique Zakheim : « c'est-à-dire ceux qui auraient dû travailler ensemble et se faire confiance — ce qui ne fut pas le cas ».

Garner devait faire face à des tâches et à des enjeux considérables, le futur de l'Irak, probablement celui du Moyen-Orient, peut-être même de la politique extérieure des États-Unis dans cette région du monde, et l'avenir de l'administration Bush. Au lieu de cela, on l'obligea à se concentrer sur Warrick et d'autres qu'il venait de recruter.

Quelques jours plus tard, Garner informa Rumsfeld de l'état de son plan. La fiche sur l'armée irakienne prévoyait qu'il serait « nécessaire de la laisser intacte pendant une période déterminée. Elle servirait de réservoir de main-d'œuvre pour les gros travaux de génie civil ». Comme la réunion s'achevait et que les assistants sortaient, Rumsfeld prit Garner à part et lui disant qu'il souhaitait s'entretenir d'une question avec lui. Puis il se dirigea vers son bureau et sortit de son tiroir quelques notes qu'il étudia un instant, avant de déclarer, confia Garner : « Il y a deux personnes qui travaillaient pour vous : Warrick et Meghan O'Sullivan. Il faut vous en débarrasser ».

« Je ne peux pas, ils sont intelligents, vraiment bons, et extrêmement bien informés », protesta Garner.

Rumsfeld répondit que cela ne changerait rien. « Cela vient vraiment d'en haut. Je n'y peux rien. » Ce qui signifiait une seule chose : la purge était dictée par quelqu'un du Conseil de sécurité nationale à la Maison Blanche, et non par quelque subordonné. Garner comprit qu'on voulait couper les jarrets de son groupe qui venait juste de décoller. Inquiet et vexé, il alla voir Stephen Hadley, un assistant de Condoleezza Rice au NSC, et se trouva une nouvelle fois confronté à un haut fonctionnaire auquel la situation échappait : « Je ne vois pas ce que je peux faire pour vous », répondit Hadley à Garner.

Garner chargea alors un membre de son équipe de s'informer dans les milieux de la sécurité nationale pour découvrir ce qui se passait. « On lui a dit que l'ordre venait de Cheney », se souvient-il. Quand Powell eut vent de l'éviction de Warrick et O'Sullivan, il appela Rumsfeld : « Qu'est-ce qui

se passe, Bon Dieu ? » Rumsfeld lui répondit que la planification de l'après-guerre devait être effectuée par des personnes dévouées qui soutenaient la politique du pays.

Le conflit au sujet des choix personnels de Garner ne connut jamais réellement de fin. On balançait « n'importe quoi pour n'importe quoi », rapportera plus tard Armitage. « Ils n'aimaient pas Warrick et Meghan O'Sullivan parce qu'ils les trouvaient gênants — vous savez, le genre qui aime faire entrer les faits dans l'équation. Ils n'étaient pas du style à coller à la ligne du parti, mais nous aurions dû les accueillir avec des guirlandes. Quand nous avons râlé à ce sujet, Rumsfeld s'est contenté de répondre : « J'ai reçu cet ordre de l'autorité la plus haute ». Mais il n'a pas dit laquelle. Ma foi, il n'y en a pas tellement de plus haute au-dessus de lui, non ? »

### Garner à Feith : « Fermez votre gueule ou vivez-moi ! »

Le 11 mars, Garner reçut la presse pour une réunion d'information au Pentagone et se présenta aux journalistes à l'époque simplement comme un haut fonctionnaire de la défense. Parlant de l'Irak de l'après-guerre, il déclara qu'une présence américaine massive serait de courte durée et que l'armée irakienne resterait en place. « Nous avons l'intention de faire tourner un certain nombre de choses dès le début, puis de plus en plus au fur et à mesure, expliqua-t-il. Je crois que c'est ça notre plan. » Quant aux militaires irakiens, « un bon nombre » d'entre eux seraient employés à la reconstruction du pays. « Nous continuerons à les payer. Se servir de l'armée nous permettra de ne pas la démobiliser immédiatement et de ne pas mettre à la rue trop de personnes privées d'emploi. » Au total, la présence américaine ne saurait être longue. « Je regretterai peut-être cette réponse plus tard, mais je parle de quelques mois. »

Chacune de ces déclarations, sans exception, allait être contredite huit semaines plus tard, vers le milieu du mois de mai, quand l'ambassadeur L. Paul Bremer succéda à Garner. Mais, ce jour-là au Pentagone, Garner était surtout préoccupé par le refus de Bremer de faire jouer le moindre rôle à l'Iraqi National Congress d'Ahmed Chalabi. Interrogé un jour sur une collaboration avec ce groupe (formé par des Irakiens en exil pour un nouveau gouvernement de l'Irak), Garner répondit avec mépris : « Je pense que vous verrez des tas de gens pousser en avant des tas de groupes. » Il ne dit pas

e-mail que « le risque le plus important est de loin stratégique et se produira après la guerre. Après la première guerre mondiale, quand les Anglais succédèrent aux Ottomans, ils furent victimes d'attentats pratiquement dès le premier jour et virent la région tout entière entrer en rébellion ouverte en l'espace d'une année. Que faudra-t-il faire quand de petites bandes de musulmans fanatiques commenceront à s'infiltrer à travers les frontières de l'Irak, de la Syrie ou de l'Arabie Saoudite? » Le résultat, ajoute-t-il, c'est que les États-Unis ont dû faire face « à un risque très important sur le plan stratégique et engagé des années d'occupation douloureuse et coûteuse ».

Dans un e-mail du 10 mars, Daniel Kuehl, professeur à la National Defense University, pose la question suivante: « Quelle sera la réaction de ce pays si rien d'important n'est découvert au sujet des armes de destruction massive? » Expert des forces aériennes et ancien planificateur de la guerre de 1991, Kuehl poursuit: « Je pense que la guerre elle-même se comptera en semaines, mais la reconstruction (en référence à la période 1865-1876 de l'histoire américaine) durera des années. Ce ne sera pas tant une reconstruction physique que politique. »

Tandis que les critiques allaient encore plus loin — et même jusqu'à prédire que la prolongation des combats aurait des conséquences sur la politique intérieure — se déroulait la première opération terrestre soutenue des forces armées américaines depuis la guerre du Vietnam. Mais la plupart de ceux qui avaient annoncé avec raison une occupation difficile s'étaient trompés en prévoyant que la présidence de Bush serait sévèrement sanctionnée par ces résultats. Au lieu de cela, elle vola vers une réaction aisée, alors même que les insurgés irakiens lançaient leur première rude offensive. L'image de Bush ne fut pas non plus très affectée par le fait que l'on ne découvrit aucun des stocks annoncés d'armes chimiques et biologiques. Il se peut que l'erreur de jugement de l'administration Bush sur l'Irak ait été compensée par sa juste appréciation des attentes de la population américaine après la tragédie du 11 septembre qui avait coûté trois mille morts. Au cours des années suivantes, l'opinion publique américaine surprit les experts en se montrant à la fois très tolérante à l'égard des pertes militaires et peu exigeante quant aux raisons de faire la guerre à l'Irak.

Le 18 mars, le représentant Ike Skelton adressa un second courrier à Bush. Il n'avait toujours pas compris ce que le président avait à l'esprit, et il redoutait avant tout « une conclusion décevante de la guerre une fois que

d'avantage qu'il voulait engager des membres de l'INC pour son programme d'opérations humanitaires.

Feith, le secrétaire adjoint à la défense chargé de la politique lui en voulait pour son attitude envers Chalabi, se souvient Garner, « alors que Feith l'aimait bien ». Une fois, pendant une séance de planification, « Feith passa un après-midi à exalter les vertus d'Ahmed Chalabi. Pour montrer à quel point Chalabi était un type fiable, il me dit: « Vous savez, Jay, une fois là-bas, nous pourrions faire de lui un président. » De nombreux militaires en uniforme nourrissaient une opinion différente sur Chalabi. « Je ne l'ai jamais aimé et aucun de mes analystes ne lui faisait confiance », déclara un membre du renseignement militaire.

Après la séance, Feith convoqua Garner et lui reprocha son manque d'égards vis-à-vis de Chalabi. « Vous avez tout gâché. Comment avez-vous pu dire cela? » cria-t-il. À quoi Garner se souvient avoir répondu: « Doug, vous avez le choix: fermer votre gueule ou me virer. » Garner pensa d'abord que Feith avait choisi la première option lorsqu'on lui interdit de parler aux médias, même lors de réunions d'information. Au cours des semaines suivantes, les relations de son groupe se détériorèrent notablement avec un service de presse frustré. Puis, à la mi-mai, Garner découvrit que Feith et d'autres, en majorité du Pentagone, avaient choisi l'option numéro deux.

### *Inquiétudes des experts au sujet de l'Irak de l'après-guerre*

Lorsque vinrent les lendemains difficiles de l'invasion, l'administration Bush eut tendance à qualifier les critiques de « stratèges du lundi matin » — une façon de balayer d'un revers de manche le fait que nombre de ces personnes avaient déjà exprimé leurs préoccupations avant le début de la guerre, en s'appuyant en partie sur ce qu'ils entendaient dire au sein du Pentagone et de l'organisation de Garner.

« Je ne vois pas beaucoup de risques pour les opérations sur le front avant », déclara le 12 mars Frank Hoffman, conseiller et historien militaire pour le corps des Marines. « Pour moi, les plus grands risques sont la durée et le coût de la stabilisation de l'Irak après la guerre, ainsi que le coût d'opérations occasionnelles que nous serions amenés à engager. »

Le colonel en retraite John Warden, un des stratèges les plus éminents de l'Air Force depuis la guerre du Vietnam, écrit le même jour dans un

l'heure viendra de faire les comptes ». Cette fois, la Maison Blanche envoya deux membres du Conseil national de sécurité, Elliott Abrams et Stephen Hadley, à Capitol Hill pour rassurer Skelton. Ce dernier évoque ce souvenir en hochant la tête : « Ils m'ont dit : tout va bien se passer, Ike. »

L'optimisme officiel de l'administration Bush atteignit son point culminant quelques semaines plus tard, quand Andrew Natsios, chef de l'agence américaine pour le développement international, assura sur *Nightline* que Ted Koppel que la contribution du gouvernement américain à la reconstruction de l'Irak ne dépasserait pas 1,7 milliard de dollars. Koppel, incrédule, demanda s'il parlait bien du montant total de l'addition.

« Eh bien, pour ce qui concerne les contribuables américains, je confirme », répondit Natsios. D'autres pays apporteraient leur propre contribution, « mais la part américaine sera bien de 1,7 milliard de dollars ».

Koppel revint à la charge plus tard : ce sera vraiment ce montant, quel que soit le temps que cela exige ? Absolument, répondit Natsios, « c'est notre plan et notre intention ». Puis, attitude caractéristique de l'administration Bush à l'époque, il lança une attaque contre ceux qui prétendaient que cela coûterait beaucoup plus : « Quant aux chiffres, vraiment exorbitants, que j'ai vus, je dois dire qu'il y a un peu de battage là-dedans. Curieusement, six mois plus tard, Rumsfeld mettrait en doute que Natsios ait jamais pu dire cela.

« En tant qu'administrateur de l'AID, il devait bien savoir que le montant total de la facture pour la reconstruction de l'Irak, pour employer votre expression, ne peut pas être de 1,7 milliard. Je ne peux même pas imaginer qu'il ait pu dire cela », déclara le secrétaire à la Défense lors d'une conférence de presse au Pentagone.

Entre-temps, le contribuable américain avait déjà payé plus de dix fois le montant prévu par Natsios pour la reconstruction de l'Irak, sans que l'on puisse prévoir la fin d'une telle hémorragie. Et ceci avant qu'on ait calculé le coût de la guerre encore en marche – un total d'environ 250 milliards de dollars au milieu de l'année 2006, selon le Research Service du Congrès, montant qui inclut les dépenses du Pentagone et celles du Département d'État.

### On fonce droit vers le nord, sans plan

Au moment où l'on s'apprêtait à commencer la guerre, tout était prêt sauf une chose : un véritable plan, quoiqu'il ait pu en dire le Pentagone : « L'idée que le gouvernement des États-Unis n'avait aucun plan pour les lendemains de la guerre est fautive », déclara Wolfowitz en juillet 2003. C'est seulement, insista-t-il, que « tout plan exige des ajustements une fois le conflit entamé ».

Beaucoup d'autres participants – de plus en plus nombreux – ne partageaient pourtant pas cet avis, entre autres les historiens militaires qui avaient étudié le rapport. Le général de corps d'armée Kellogg, l'un des plus éminents chefs de l'état-major interarmées, responsable des dispositifs de commandement et de contrôle des forces armées, raconte : « J'étais là pour tout ce qui avait trait à la planification, à l'exécution du plan de guerre et, ensuite, j'ai servi en Irak. » Mais il affirme n'avoir jamais vu un véritable plan pour la Phase IV, c'est-à-dire pour ce qu'il fallait faire une fois le régime de Saddam Hussein renversé : « Il n'y avait pas vraiment de plan. L'idée générale était qu'on n'en avait pas besoin. On se disait que tout irait bien après la guerre, qu'ils seraient contents d'être débarrassés de Saddam. »

Le commandant en chef Isate Wilson, attaché au service historique de l'armée pendant l'offensive du printemps 2003, puis planificateur de la stratégie en Irak, écrit : « Malgré de nombreuses études et réunions d'information, il n'y avait aucune planification de la Phase IV, à savoir l'occupation de l'Irak après le combat. » Il le confirmera dans un article publié plus tard par l'université Cornell : « Divers services ont produit des études, mais aucun plan tel que celui du 1<sup>er</sup> mai 2004 décrivant une démarche réaliste pour réaliser l'objectif stratégique défini pour la guerre. »

Le colonel de Marines Nicholas Reynolds, historien de son corps, convient qu'il n'a rien trouvé que l'on puisse considérer valablement comme un plan : « Nulle part, ni au Centcom, ni au CFLCC, la Phase IV ne proposait un plan comparable à celui prévu pour la Phase III. Pire, il n'y avait même aucune trace des préparatifs qui l'avaient accompagné : échanges de vues pendant son élaboration, nombreux exposés d'idées et communications entre officiers de liaison. »

Selon le colonel en retraite Gregory Gardner – qui servit à l'état-major avant d'être affecté en dernier ressort à la Coalition Provisional Authority

(Autorité Provisoire de la Coalition), le quartier général américain pendant l'occupation – la raison de cette omission est tout simplement qu'on jugeait inutile l'élaboration d'un plan. « Politiquement, nous avions pris la décision de remettre le pays aux Irakiens en juin 2003, rappelle Gardiner. Alors, pour quoi un plan de Phase IV? »

Eclipse II, nom de code pour les opérations de Phase IV, se basait sur trois postulats qui tous, par la suite, s'avérèrent faux. L'Army War College les résume ainsi :

- Il y aurait un grand nombre de forces de sécurité irakiennes à disposition capables de soutenir l'occupation ou, comme l'exprime un message Power Point de l'Institut d'études stratégiques du War College, « un nombre significatif de militaires et de policiers irakiens qui changent de camp ».
- La communauté internationale prendrait le relais des troupes américaines – ce qui signifie « un appui significatif d'autres nations, d'organisations internationales ou non gouvernementales ». On ne sait trop sur quoi se base cette hypothèse, compte tenu de la large et grandissante opposition à ce projet de guerre.
- Un gouvernement irakien prendrait forme rapidement, ce qui permettrait « de transférer aussitôt les responsabilités à l'administration irakienne intérimaire avec le mandat de l'ONU ».

Une étude de la Rand Corporation, rédigée en 2005 après consultation des archives confidentielles note d'une manière très concrète : « La stabilisation après conflit et la reconstruction n'ont été traitées que d'une manière très générale, en grande partie parce que tout le monde pensait que la tâche ne serait pas difficile. » Pour éviter à l'avenir une vision aussi restreinte, l'étude recommande « une méthode exposant aux responsables de haut niveau des versions autres que celle retenue dans leur plan et dont ils doivent nécessairement tenir compte ».

Quand les hypothèses sont erronées, tout ce qui est bâti sur leur base s'écroule. Supposant que les soldats américains seraient accueillis en libérateurs et qu'un gouvernement irakien serait installé rapidement, le Pentagone n'avait pas étudié sérieusement de scénarios moins attrayants. La tâche ayant été sous-estimée, l'équipe expédiée sur place – une collection bizarre de jeunes assistants issus de la campagne électorale républicaine ainsi que de quelques autres novices – n'était ni entraînée ni équipée

de professionnels. On rognait aussi sur les effectifs. Avec le personnel de la CPA, insuffisant en nombre comme en qualité, les autorités américaines en charge de l'occupation se montrèrent incapables d'ajuster rapidement leur position quand la situation commença à mal tourner. En raison de son inexpérience, la CPA ne put assurer les services de base tels que l'électricité, l'eau potable ou la sécurité de la population irakienne, tant et si bien qu'à l'automne 2003, elle commença à perdre le tiède soutien qu'elle avait pu trouver auprès des habitants.

Le 19 mars 2003, ce malheureux enchaînement de conséquences laissait présager un avenir toujours aussi incertain. Dans une lettre à son fiancé rappelé en Allemagne, le capitaine Lesley Kipling, officier de liaison sous les ordres du colonel Teddy Spain, écrit : « J'espère que cela va finir aussi vite que tout le monde a l'air de le penser. » Mais, parce qu'on ne sait jamais, cette petite femme aux cheveux bruns assise sous sa tente à la frontière irakienne ajoute un post-scriptum : « S'il te plaît, envoie-moi un de ces nouveaux holsters de jambe pour mon pistolet 9 mm. »